

Bruxelles, le 11.11.2022
C(2022) 8030 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 11.11.2022

**relative au financement de mesures particulières en faveur de la République
démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2022 (partie II)**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 11.11.2022

relative au financement de mesures particulières en faveur de la République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2022 (partie II)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après le «TFUE»),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphes 3 et 5,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre des mesures particulières en faveur de la République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2022 (partie II), il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (3) Les objectifs poursuivis par les mesures particulières à financer au titre du règlement (UE) 2021/947 pour ce qui est du programme géographique «Afrique subsaharienne» consistent à promouvoir le développement durable en République démocratique fédérale d'Éthiopie en contribuant à l'avènement d'une paix durable et à la cohésion sociale, et en soutenant les mesures destinées à faire face à la crise alimentaire en cours, en particulier.
- (4) En vertu de l'article 23, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/947 du 9 juin 2021, l'utilisation de mesures particulières non fondées sur des documents de programmation est justifiée en l'espèce par le conflit en cours en Éthiopie. Ce conflit a

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

entraîné une détérioration des relations entre l'UE et la République démocratique fédérale d'Éthiopie, qui se traduit par la réticence de l'UE à poursuivre le programme indicatif pluriannuel tant que le gouvernement éthiopien ne respecte pas le droit international. Néanmoins, les perspectives à court et moyen termes de l'Éthiopie sont incertaines, ce qui a des conséquences pour la stabilité de la Corne de l'Afrique et des répercussions directes sur l'UE elle-même (migrations, investissements de l'UE dans le pays, par exemple). C'est pourquoi l'UE reste résolue à continuer d'apporter son aide aux populations vulnérables au moyen de mesures particulières mettant l'accent sur les besoins essentiels et la relance.

- (5) La crise éthiopienne survenue en novembre 2020 a suscité des besoins sociaux et humanitaires à la fois massifs et pressants dans l'ensemble du pays. Elle continue de générer de larges mouvements de populations, de grandes difficultés à accéder aux services sociaux de base et d'immenses besoins humanitaires. Les présentes mesures particulières visent à apporter un soutien direct aux populations les plus vulnérables. Concrètement, elles auront pour but de promouvoir la paix et la cohésion sociale, ainsi que de remédier aux conséquences du conflit et de la sécheresse sur la sécurité alimentaire, l'accent étant mis sur les ménages les plus pauvres.
- (6) L'action intitulée «Promouvoir un processus de réconciliation et de consolidation de la paix en Éthiopie inclusif et soucieux de l'égalité entre les hommes et les femmes» vise à contribuer à l'avènement d'une paix durable et à la cohésion sociale en Éthiopie.
- (7) L'action intitulée «Réponse à la crise alimentaire et protection sociale dans les zones rurales d'Éthiopie» vise à réduire la pauvreté rurale et à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables en Éthiopie, notamment celles touchées par le conflit et la sécheresse.
- (8) En vertu de l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, l'action exposée dans l'annexe II sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (9) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier.

À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁴, susceptible de déboucher, s'il y a lieu, sur des mesures de surveillance appropriées, conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre des deux actions, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (12) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité institué en vertu de l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

⁴ À l'exception des cas visés à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

DÉCIDE:

Article premier

La mesure

La décision annuelle de financement, qui constitue la mesure annuelle pour la mise en œuvre des mesures particulières en faveur de la République démocratique fédérale d'Éthiopie pour 2022 (partie II), telles qu'elles sont exposées dans les annexes, est adoptée.

La mesure comporte les actions suivantes:

- (a) «Promouvoir un processus de réconciliation et de consolidation de la paix en Éthiopie inclusif et soucieux de l'égalité entre les hommes et les femmes», exposée dans l'annexe I;
- (b) «Réponse à la crise alimentaire et protection sociale dans les zones rurales d'Éthiopie», exposée dans l'annexe II.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure pour 2022 (partie II) est fixé à 85 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union:

– ligne budgétaire BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA: 85 000 000 EUR

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères établis aux points 4.4.2, 4.4.3, 4.4.4 et 4.4.5 de l'annexe II.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁵ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier pour autant que ces modifications n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

⁵ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 11.11.2022

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission